

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 27/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELG : EST LYONNAIS GRANULATS

4 avenue Jean Bertin
Parc technologique
21000 Dijon

Références : UDR-SSDAS-25-299-CR
Code AIOT : 0006113972

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement ELG : EST LYONNAIS GRANULATS implanté Lieu-dit Foussiaux et Vérière 69720 Saint-Bonnet-de-Mure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le Programme Pluriannuel de Contrôle 2025 de l'Inspection des Installations Classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELG : EST LYONNAIS GRANULATS
- Lieu-dit Foussiaux et Vérière 69720 Saint-Bonnet-de-Mure
- Code AIOT : 0006113972

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELG est autorisée l'association de 3 groupe; Roger Martin, BCCI ainsi que Vicat depuis 2020. L'exploitation de la carrière ELG est autorisée par arrêté préfectoral du 6 octobre 2015. La production annuelle moyenne de matériaux est de 214 000 tonnes. La carrière entre dans sa 3ème phase d'exploitation où la production annuelle maximale sera relevée à 720 000 tonnes de matériaux extraits.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Implantation des appareils de distribution	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 50	Demande d'action corrective	2 mois
4	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/08/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Phasage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra sous 3 mois:

- le plan d'exploitation mis à jour. Dans le cas où la cote de fond de fouille est toujours en dessous de la limite autorisée, un plan d'action devra être partagé afin de revenir rapidement à la cote de 216,5m NGF.
- le rapport de mesure des retombées de poussières du second semestre 2025 dès réception de celui-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 12

Thème(s) : Situation administrative, Plan et Registre
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés: Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau, les cotes d'altitude des points significatifs, les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état.
Constats : L'exploitant a présenté le plan de l'installation dont la dernière mise à jour a été réalisée en décembre 2024. Ce dernier est complet et conforme à la prescription. La cote de fond de fouille est de 215,9m NGF. L'autorisation d'exploitation prescrit une cote de fond de fouille limite de 216,5m NGF. La visite du site a permis de constater une évolution de la zone de fond de fouille par rapport au plan du site de 2024. Il a été demandé à l'exploitant de diffuser la mise à jour du plan de la carrière au près de l'inspection des installations classées attendu pour décembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra sous 3 mois le plan d'exploitation mis à jour. Dans le cas où la cote de fond de fouille est toujours en dessous de la limite autorisée, un plan d'action devra être partagé afin de revenir rapidement à la cote de 216,5m NGF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Phasage d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 24
Thème(s) : Situation administrative, Modalités d'exploitation
Prescription contrôlée : Phase 2: L'extraction se poursuit vers le sud au niveau du carreau de la carrière, sur les parcelles 10, 11 (pp), 12 et 13. Un atelier mécanique et d'entretien des engins, entièrement fermé et couvert, est installé sur la plateforme technique centrale. Phase 3: Un tapis de plaine est installé pour acheminer les matériaux bruts jusqu'aux installations de traitement. L'extraction se termine au sud au niveau du carreau de la carrière, sur les parcelles 1 (pp), 6, 7, 8, 11, 68 et commence à l'est sur les parcelles 19 (pp), 20 (pp) et 18 (pp).
Constats : L'installation est entrée dans sa 3ème phase quinquennale de production. La production annuelle

moyenne est de 214 000 tonnes par an pour une extraction autorisée de 257 000 tonnes par an. Dans la suite de la phase n°3, l'extraction autorisée passe à 720 000 tonnes par an.

Ce point de contrôle est conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Implantation des appareils de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Distribution d'hydrocarbures

Prescription contrôlée :

Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse. Les appareils de distribution et de remplissage sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de buttoirs de roues.

Constats :

L'installation comporte une cuve aérienne double enveloppe de GNR de 1 500 L, placée sur une dalle imperméable munie d'une rétention.

Le remplissage de la cuve est réalisé chaque semaine et de manière à ce que celle-ci soit vide en fin de semaine.

Lors de la visite sur site, l'absence de buttoir de roue a été constatée au niveau du pistolet de distribution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant plantera un buttoir de roue au niveau du pistolet de distribution de GNR dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission

Prescription contrôlée :

Les sociétés autorisées à exploiter une carrière telles que listées en annexe 1, sont tenues de mettre en place (ou poursuivre) un plan de surveillance des émissions de poussières conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations des carrières. Celui-ci est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Le niveau maximal d'émissions de poussières pour ces carrières est fixé à 350 mg/m²/jour en moyenne annuelles glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport des mesures de retombées de poussières du premier semestre 2025. Les mesures sont réalisées par la méthode des jauges Owens mais celles-ci sont localisées uniquement à l'intérieur du site ainsi qu'en limite d'exploitation. Cette implantation ne permet pas de s'assurer des retombées de poussières au niveau d'établissement recevant du public sensible ou au niveau des premières habitations.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté son nouveau plan de surveillance avec une nouvelle implantation des Jauges Owens. Les mesures de poussières du second semestre 2025 étaient en cours lors de la visite d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de mesure des retombées de poussières du second semestre 2025 dès réception de celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>